



Pour une politique financière humaine et durable

Une grande partie de la population suisse a subi une perte considérable de pouvoir d'achat ces dernières années. Les droits de douane américains et les conséquences de la guerre (par exemple, la hausse du prix de l'essence et l'augmentation des coûts logistiques qui en découle) viennent s'ajouter à ces difficultés, avec des répercussions dont l'ampleur est encore difficile à évaluer.

L'assemblée des délégué-es du PS60+ exige que le [frein à l'endettement](#) soit révisé, car il empêche la mise en œuvre d'une politique sociale-démocrate. La règle dite « des dépenses » constitue le cœur du frein à l'endettement au niveau fédéral. Elle stipule que les dépenses annuelles autorisées sont liées aux recettes ordinaires. Les déficits doivent être imputés au « compte d'amortissement » et compensés dans le budget ordinaire des années suivantes. La dernière règle n'a été introduite qu'en 2009 sous le nom de « règle complémentaire ». Le frein à l'endettement conduit ainsi à une réduction de la dette nominale, ce qui est économiquement absurde.

Le PS60+ rejette à ce que le financement de l'AVS repose uniquement sur des hausses de la TVA et des cotisations salariales, tout en retardant d'autres projets sociaux et écologiques nécessaires. Le paquet de mesures d'allègement budgétaire actuel porte également préjudice à de larges couches de la population. La « Suisse riche » doit enfin apporter sa contribution à une société solidaire.

Le PS60+ demande de toute urgence de :

- a minima, assouplir au moins le frein à l'endettement – la règle complémentaire de 2009 doit être supprimée – et de mener également le débat sur sa suppression au profit d'une politique sociale respectueuse de la dignité humaine ;
- taxer davantage la richesse afin de ne plus empêcher le financement d'engagements sociaux tels que la mise en œuvre de l'initiative sur les soins ou le financement de l'AVS ;
- garantir un secteur financier solidaire qui apporte sa contribution au bien commun ;
- prélever un impôt national sur les gains immobiliers pour taxer modérément sur les profits immobiliers ;
- mettre en place un impôt national modéré sur les successions, afin de récupérer une partie des quelque 100 milliards de francs légués chaque année libre de tout impôt sur les successions ;
- prendre un ensemble de mesures visant à réduire les dépenses de santé des ménages, ; en particulier, l'instauration d'une caisse publique unique doit remplacer les 37 caisses d'assurance maladie existantes et abaisser au niveau européen les prix des médicaments ;
- contrôler régulièrement les loyers – cela permettra enfin de faire respecter la législation en vigueur et empêchera les groupes immobiliers d'augmenter sans cesse les loyers ;
- lutter contre la fraude et l'évasion fiscales pour plus d'équité, y compris la suppression du secret bancaire en Suisse.

Sensibilisation et communication politique claire et cohérente

Le PS60+ attend du PS Suisse et de la classe politique suisse en général qu'ils communiquent de manière proactive avec la population sur les questions de politique financière. Il faut dénoncer les blocages mis en place par les partis de droite. Les répercussions financières sur le pouvoir d'achat de la population doivent être expliquées de manière claire et compréhensible. La présentation notoirement négative du budget annuel par le Département fédéral des finances obéit à des raisons tactiques : elle vise à rendre la politique d'austérité populaire. Le PS60+ rejette cette désinformation antidémocratique tout autant que la politique fiscale néolibérale en faveur du capital, des nantis et des entreprises, qui doit être corrigée.